

Nous avons vu comment, sous l'effet des exigences de guerre, un plan économique national peut, malgré l'imperfection de son application, accroître immensément la production et mettre fin au chômage. A juger par le discours du trône, cette leçon frappante a été complètement vaine.

En raccourci, ce qu'il nous faut, c'est un programme concret visant à maintenir à tout prix l'intégralité de l'emploi et des mesures législatives comportant un projet suffisant de sécurité sociale.

Etant donné qu'on a dit cet après-midi que les partis à la Chambre devraient exprimer leur façon de voir sur la discussion qui s'est engagée au pays la semaine dernière,—le premier ministre l'a fait cet après-midi,—je tiens à consigner au compte rendu, avant de reprendre mon siège, non la déclaration que j'ai faite la semaine dernière, mais une déclaration de l'exécutif de la fédération du commonwealth coopératif qui a peut-être plus de poids que celle d'une seule personne.

M. GRAYDON: Je préfère la vôtre.

M. COLDWELL: Merci bien. C'est presque la même chose.

Le conseil exécutif de la fédération du commonwealth coopératif approuve la déclaration que notre chef fédéral, M. M. J. Coldwell a faite publiquement en ce qui concerne les propositions récentes de lord Halifax. Ces propositions sont inacceptables, non seulement parce qu'elles sont contraires aux intérêts du Canada, mais aussi parce qu'elles ne s'accordent pas avec les meilleurs intérêts de l'Angleterre, du Commonwealth et de la paix mondiale. Les principes dont ces propositions s'inspirent semblent comporter l'isolationisme de l'Empire et une politique de domination. De telles prétentions sont contraires aux principes de la Charte de l'Atlantique. Elles constituent actuellement une version de la politique étrangère torie d'avant-guerre.

La fédération du commonwealth coopératif est d'avis que l'Angleterre et les autres nations du Commonwealth peuvent et doivent jouer un rôle prépondérant dans l'établissement de l'ordre international nécessaire après la victoire. Nous croyons en outre que l'Angleterre a maintenant elle-même une occasion sans précédent de prendre la tête dans la marche du monde vers une paix durable fondée sur la sécurité collective et la coopération économique internationale. Le Canada doit toujours donner son plein appui à une politique qui, fondée sur les principes de la Charte de l'Atlantique, lui vaudra la collaboration non seulement des membres du Commonwealth, mais aussi de toutes les nations, grandes et petites, amies de la paix. Le futur ordre international, pour être durable, ne doit pas s'appuyer sur des groupes de puissances, encore moins sur la domination exercée par quelques grandes puissances, mais sur la participation entière de tous les Etats aux procédés d'établissement de la paix et à l'organisme de coopération politique et économique.

Tel est le genre de politique étrangère que la Fédération du commonwealth coopératif juge devoir être adoptée par le Canada et par les autres membres du Commonwealth britannique.

[M. Coldwell.]

M. L'ORATEUR: Je signale à l'honorable député qu'un détail essentiel fait défaut dans l'amendement. Le sous-amendement propose "Que tous les mots de l'amendement soient biffés et remplacés par les mots suivants". L'honorable député devra faire la correction suivante: "Que tous les mots de l'amendement après le mot "que" soient biffés".

M. COLDWELL: L'amendement aurait dû être formulé: "Que tous les mots de l'amendement après le mot "que" soient biffés et remplacés par les mots suivants". J'ai l'impression de n'avoir pas lu ces mots-là.

M. L'ORATEUR: Je ferai la correction, si l'honorable député le désire.

M. COLDWELL: Je vous remercie, monsieur l'Orateur.

(Texte)

M. MAXIME RAYMOND (Beauharnois-Laprairie): Monsieur l'Orateur, les quelques observations que je me propose de faire en marge du discours du trône seront plutôt brèves. Nous aurons plus tard l'occasion de discuter les divers projets annoncés au fur et à mesure qu'ils seront présentés et qu'ils nous seront mieux connus.

Notons d'abord que le discours du trône ne nous laisse pas prévoir la fin prochaine des hostilités, et que, par ailleurs, il laisse entrevoir que l'on réclamera du peuple canadien un effort de guerre encore plus considérable, notamment en étendant le principe de l'aide mutuelle aux Nations Unies, qui était au début une formule déguisée pour qualifier les dons de milliards à l'Angleterre.

J'ai déjà dénoncé, et je dénonce encore, ces dons gratuits à un pays plus riche et plus intéressé que le nôtre dans le présent conflit. J'ai dénoncé, et je dénonce encore, l'effort de guerre canadien, disproportionné à nos moyens. Je l'ai dit l'année dernière, et je le répète cette année, je ne puis comprendre, étant donné notre situation géographique, loin de la scène du combat, n'ayant pas de possessions à défendre hors de l'Amérique, que le principal objectif du premier ministre (M. Mackenzie King) pour le Canada soit de fournir un effort de guerre, toutes proportions gardées, plus considérable que tout autre pays allié, sans souci des conséquences pour l'après-guerre.

L'honorable ministre des Munitions (M. Howe), à son retour d'un voyage en Angleterre, en novembre dernier, nous parlait encore de l'étonnement là-bas de notre effort de guerre, et il nous représentait l'avantage que l'on avait de fournir en pur don les marchandises livrées à la Grande-Bretagne, pour conserver le marché anglais d'après-guerre.